

# CHEIKH TIDIANE GADIO

Président de l'Institut panafricain de stratégies, paix, sécurité et gouvernance,  
ancien ministre des Affaires étrangères du Sénégal

## Robert DOSSOU

Merci, Madame Elisabeth Guigou. Je voudrais, avant de continuer, présenter mes excuses aussi bien à Madame Guigou qu'à Monsieur Cheikh Tidiane Gadio, parce que j'avais promis de suivre l'ordre qui se trouve sur la liste qui m'a été remise, mais j'ai été distrait et j'ai sauté le nom de Monsieur Gadio. Qu'il veuille bien m'en excuser ! Je le présente rapidement. Il est président de l'Institut panafricain de stratégies. Il m'a fait l'honneur de m'introduire dans le Conseil d'administration de cet institut. Cet institut – je me dois de le dire – a pris pour la première fois sur le continent africain l'initiative d'organiser un grand forum à Dakar sur la paix. Il l'a organisé deux fois. Le forum existe encore, mais ce n'est plus lui qui manage. Il a été ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères. Il est actuellement député à l'Assemblée nationale du Sénégal.

## Cheikh Tidiane GADIO

Merci infiniment, Monsieur le Président. Ayant été ministre des Affaires étrangères pendant une dizaine d'années, j'ai toujours parlé à l'époque avec un langage convenu. Depuis que je me suis libéré de cette contrainte, je parle un peu plus librement. C'est pour vous préparer à ce que je vais dire.

Nous estimons au niveau de mes collègues de l'Institut panafricain de stratégies que le monde a décidé, pour l'essentiel, de laisser l'Afrique avec ses problèmes. Nous avons deux preuves essentielles de cela. C'est la demande répétée du Mali, du Sahel et de l'Afrique de transformer le mandat de la MINUSMA au Mali en un mandat beaucoup plus crédible et beaucoup plus robuste. Envoyer aujourd'hui au Mali, dans un pays africain essentiel de 1 200 000 kilomètres carrés, qui concentre l'histoire de l'Afrique de l'Ouest, qui fait toute notre fierté et qui concentre tout notre patrimoine culturel, historique, religieux, 12 000 hommes et les mettre dans des casernes pour qu'ils maintiennent la paix au Mali, cela pose un sérieux problème. Quelle paix y'a-t-il à maintenir au Mali quand les attaques des terroristes se déroulent chaque jour ? Quelle paix y'a-t-il à maintenir au Mali quand le Président du Mali dit clairement « mon pays est en guerre ! »

La dernière fois, 60 soldats ont été enlevés, 40 soldats ont été assassinés par les djihadistes. Le monde n'a même pas estimé qu'il fallait en faire les gros titres des grands journaux. Cela ne semblait pas aussi important que cela. Nous nous sommes dit qu'il se passait quelque chose avec l'Afrique et particulièrement avec le Mali. Je cite également le refus de financer le G5 Sahel. Combien de fois avons-nous dit à l'Afrique : prenez vos responsabilités, organisez votre sécurité, défendez-vous vous-mêmes ? Les Africains mettent en place un dispositif. Depuis 2 ou 3 ans on en débat alors que le refus de financer le G5 Sahel ne fait l'objet d'aucune ambiguïté. Nos soldats sont là, ils sont prêts et disposés à relever le défi. Nos troupes d'élite sont là, les armes au pied parce qu'elles n'ont pas de munitions et la logistique nécessaire à leur déploiement offensif. La vérité est que nos soldats n'ont pas les moyens de se battre. Les djihadistes sont supérieurs en armes, en logistique et en liberté de mouvement. La dernière fois au Mali, les djihadistes ont attaqué une garnison de nos troupes d'élite, c'est-à-dire du G5 Sahel. Ils en ont tué beaucoup. Je dis que, quelque part, le monde est en train de mettre l'Afrique face à ses responsabilités. La crise sécuritaire du continent n'a jamais atteint le niveau qu'elle a atteint aujourd'hui.

L'autre problème est que tout le monde se contente de dire que c'est une crise sécuritaire au Sahel. Ce qui n'est évidemment pas le cas ! C'est pour cela qu'au niveau de notre institut, nous risquons la formule : Il faut « désahéliser » la crise sécuritaire de l'Afrique parce qu'elle va au-delà du Sahel. La crise sécuritaire est au total catastrophique. Elle est due en premier lieu essentiellement à une action menée par nos amis occidentaux en Libye, avec le soutien du Conseil de sécurité des Nations Unies. Tout le monde sait ce qu'il s'est passé. Ils ont reçu des avertissements de ce

qui allait se passer après. Cela ne les a pas particulièrement intéressés, avec pour conséquence le plus grand désastre sécuritaire que vit l'Afrique aujourd'hui. Nous sommes attaqués de partout. L'épicentre du terrorisme mondial est en train de déménager ses opérations en Afrique. En Libye, on vend des Africains dans des marchés publics comme des esclaves. Le monde entier le sait. Personne n'a pensé qu'il fallait en faire une affaire mondiale et dire que c'est inacceptable. Particulièrement, il m'arrive de critiquer les Africains eux-mêmes parce que des pays d'Afrique devraient s'organiser entre eux, entrer en Libye et empêcher l'esclavage et les traitements inhumains, dégradants voire racistes infligés aux Africains chez eux en terre africaine de Libye cela parce que c'est tout simplement inacceptable. Hier comme aujourd'hui !

Ensuite, les Narco-Etats et les narcotrafiants défilent en Afrique : vente d'armes, vente de drogue, trafic humain, trafic de faux médicaments. Ils font ce qu'ils veulent sur notre continent. L'économie criminelle prend un grand essor. Tout le monde est au courant.

Plus grave, la ressource la plus importante de l'Afrique, ce ne sont pas ses ressources naturelles, c'est sa ressource humaine et particulièrement sa jeunesse. Pour cette jeunesse, on parle de migrants. En réalité, n'est-ce pas en vérité un exode des jeunes qui quittent le continent, prêts à mourir brûlés dans le désert ou noyés dans la Méditerranée ? Tout le monde mesure-t-il la gravité et la tragédie de ce qu'il se passe avec ces jeunes ?

L'Afrique fait face à tous ces défis. Il n'empêche que nous sommes convaincus que l'Afrique reste l'avenir du monde, que l'Afrique a un potentiel immense. Nous aimons beaucoup la formule de l'économiste et philosophe sénégalais, Felwine Sarr qui dit que « l'Afrique n'a qu'elle-même à rattraper ». L'Afrique doit prendre ses responsabilités, faire face à ses propres défis. Nous serons 2,4 à 2,5 milliards en 2050, avec plus d'un milliard d'Africains de la classe moyenne, donc des consommateurs. De plus, 1 milliard d'Africains seront aussi des internautes. Comme dit Jean-Louis Roy, l'ancien secrétaire général de la francophonie, il survient une métamorphose qui n'est pas vraiment bien notée. Il y a un basculement des richesses du monde vers l'Asie et vers l'Afrique. Il indique que l'Afrique possède l'avantage maintenant du dividende démographique.

Contrairement en effet à ce que l'on nous dit, le continent africain est vaste et peut contenir toute la Chine, toute l'Inde, les États-Unis, le Japon, tous les États membres de l'Union européenne sur son territoire et il resterait encore de l'espace. L'Afrique n'est donc pas surpeuplée. L'Afrique n'est surpeuplée que parce que ses économies sont défaillantes et qu'elle n'arrive pas à prendre ses responsabilités par rapport à sa progression démographique. En dehors de cela, nous avons de l'espace. Nous avons toutes les ressources naturelles en grande quantité (un tiers des réserves mondiales dit-on). Ainsi, l'Afrique devrait-elle jouer un rôle essentiel dans l'avenir du monde. Beaucoup l'ont compris. Ils nous disent que l'Afrique est dangereuse, mais ils foncent en Afrique parce qu'ils savent que beaucoup de choses se jouent sur notre continent.

A présent, un des reproches que j'émetts à l'encontre de mon continent, c'est que nous continuons à bâtir des structures, des systèmes comme la ZLECA, qui est excellente au demeurant, car l'Afrique veut avoir un marché commun, mais nous refusons toujours de mettre la politique au poste de commande. Nous refusons de parler de l'union politique. Nous avons suivi le modèle de l'Union européenne. Depuis 20 ans, j'ai toujours défendu l'idée que l'Union européenne n'était pas notre modèle. Nous voulons le modèle que nos leaders et nos grands penseurs ont posé : Kwamé Nkrumah, Cheikh Anta Diop, Marcus Garvey. Nous voulons les États-Unis d'Afrique. Nous voulons une Afrique unie. Nous ne voulons pas une Afrique conçue dans le modèle de l'Union européenne, soit 27 États, tous indépendants, tous souverains, où les décisions sont difficiles à prendre. On sait que si l'Union européenne acceptait d'être politiquement unie, le lendemain, elle serait la première puissance du monde. Elle serait la première puissance du monde parce qu'elle dépasserait les États-Unis en PIB. L'Afrique unie et fédérée, dit Béchir Ben Yahmed dans *Jeune Afrique*, le lendemain, elle est le quatrième pays du monde en PIB, en population, en potentiel, etc.

Cependant, vous avez vu ce qu'il se passe ? On essaie toujours d'éviter les débats sur l'union. On affirme que c'est un débat dépassé et on accélère la balkanisation du continent africain. De 32 pays, nous sommes passés à 54 pays. Le Soudan a été morcelé en deux pays – initiative occidentale essentiellement – en disant que cela réglerait les problèmes du Soudan. Le Soudan est dans une situation plus catastrophique qu'avant sa balkanisation. Cela n'a pas non plus réussi. On dit « en Centrafrique, si cela ne fonctionne pas, vous coupez en deux pays ». On veut enlever l'Azawad du Mali. On veut même peut-être transformer le Mali en trois pays, avec le centre et le nord. La RDC, on

nous dit que ce n'est pas viable. C'est pour cela que cela ne fonctionne pas. On veut la casser en une dizaine d'États si possible. Le Nigeria, on nous dit que cela fonctionne provisoirement, mais qu'à terme, cela ne fonctionnera pas et il faudrait séparer et balkaniser cette entité trop grande. Si nous continuons ainsi, dans un continent qui est une sorte de continent-île, nous aurons 80 États. Nous aurons des milliers de frontières. Plus personne ne pourra bouger en Afrique. Nous ne pourrions plus rien faire ensemble. L'Afrique serait paralysée.

Ainsi, nous exigeons des États africains qu'ils reconsidèrent leur stratégie. Le paradigme de l'Afrique balkanisée, l'Afrique des chevauchées individuelles, cela a mené à un échec collectif. Nous voulons que les Africains se ressaisissent sans plus attendre. Si j'étais personnellement en mesure de le faire, nous exigerions maintenant un poste de membre permanent au Conseil de sécurité, sans attendre la fin des négociations. On nous fait tourner en rond depuis 20 ans. Si nous avons un membre permanent avec droit de veto, la Libye ne serait pas envahie, Kadhafi assassiné et l'Afrique plongée dans le désarroi actuel. Nous exigeons ce poste. Nous sommes 54 États membres aux Nations Unies, un quart des membres du système, et nous sommes exclus des décisions majeures parce que nous ne pouvons avoir que des membres non permanents. Nous exigeons ce poste et l'Afrique doit se donner une stratégie dans ce sens.

Je termine en disant que l'urgence africaine numéro une aujourd'hui porte sur les questions de sécurité. L'État islamique commet des assassinats en RDC. Ils ont compris que l'Afrique, ce sont des terres. L'Afrique, ce sont des forêts. L'Afrique, ce sont des ressources hydriques. Ces gens sont des entrepreneurs qui se projettent dans le futur et mettent en place leur stratégie. Ils pensent qu'ils doivent, comme la Chine, comme l'Inde, comme tout le monde, venir prendre leur « part d'Afrique ». Nous exigeons la libération du Mali. C'est une urgence continentale. Une armée de 5 000 ou 10 000 hommes ne suffira pas. Il nous faut une armée de 50 000 ou 100 000 hommes. L'armée africaine dont nous parlions depuis 1963, c'est l'occasion de la mettre en œuvre. Il nous faut secourir le Burkina Faso, qui est en train de tomber. Si le verrou burkinabé tombe, ils entrent au Bénin et ils auront une façade atlantique. Les terroristes vont s'installer durablement et rendre tout développement en Afrique impossible. Par ailleurs, il faut parler avec le Nigeria, première puissance économique et démographique du continent. Il lui faut régler la question de Boko Haram. La plus grande organisation terroriste du monde aujourd'hui, c'est Boko Haram. 29 000 morts sont déjà dénombrés au Nigeria depuis 2009 et ils continuent d'assassiner, d'empêcher les jeunes filles et les enfants d'aller à l'école, d'égorger des instituteurs, d'attaquer des églises. Il faut absolument que nous mettions un terme à tout cela.

Voilà, chers Amis, ce que je voulais exprimer en disant que les schémas qui nous ont été proposés n'ont pas fonctionné. Comme disait l'autre « ça ne marche pas, ça n'a pas marché, ça ne marchera jamais ! » L'agriculture n'est pas réglée en Afrique. Il n'y a pas de sécurité alimentaire. L'éducation n'est pas réglée. La santé n'est pas réglée. Les infrastructures ne sont pas réglées. Parfois, dans des rencontres comme celles-ci, on nous dit que l'Afrique se porte bien. Parmi les 10 pays qui ont la meilleure croissance du monde se trouvent 6 ou 7 pays africains. C'est excellent de nous encourager, mais c'est mieux de nous laisser nous-mêmes déterminer l'avenir que nous voulons donner à notre continent en relevant nos grands défis : **sécurité, développement, intégration et panafricanisme.**

**Robert DOSSOU**

Merci pour votre intervention qui véhicule beaucoup d'énergie et de propositions. Je ne suis pas surpris, étant habitué à vous depuis quelques décennies.